

Question	Réponse/évaluation/illustration	Explication/exemples/défis	Recommandation d'action	Résumé
1 En tant que propriétaire forestier, dois-je tolérer les randonneurs dans ma forêt ?	Conformément à la loi, la forêt et les chemins forestiers sont librement accessibles (art. 699 CC et art. 14, al. 1 a L.F.). Les chemins de randonnée pédestre balisés sont par ailleurs officiels dans des plans et juridictionnels, ce qui ne peut pas être affecté par une servitude de passage en faveur du public. Les chemins peuvent être empruntés librement par les randonneurs dans la mesure où aucune fermeture (temporaire) n'est signalée. L'accès aux aires forestières et aux chemins peut être limité par une décision administrative ou par les propriétaires forestiers en vue de l'exécution de travaux d'exploitation forestière.	Les raisons de ces restrictions (temporaires) peuvent être les suivantes : - avertissement de dangers (exploitation, dangers naturels) - protection de la nature et de la faune - atteinte aux fonctions de la forêt - événements spéciaux (manifestations, etc.) Les propriétaires forestiers ne peuvent pas supprimer de leur propre chef un chemin de randonnée pédestre juridiquement protégé.	En cas de demandes de nouvelles utilisations sur des chemins de randonnée pédestre ou de conflits avec des randonneurs, il est préférable d'essayer de prendre contact avec le propriétaire forestier complet, l'association cantonale de tourisme pédestre ou le service cantonal de randonnée pédestre. Le propriétaire forestier devrait s'impliquer activement dans la planification forestière.	Lui sur les chemins LCP, art. 14 (Responsabilité) Lui sur les forêts LFP, art. 34 (Accès) OFROU, Suisse Rando 2012 : Guide de recommandations à l'égard de l'art. 7 de la loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR) : Obligation de remplacement des chemins de randonnée pédestre : www.chemins.suisse/rando.ch/download.php?id=13407_72b4dc4c
2 En tant que propriétaire forestier, suis-je responsable de la construction, de l'entretien et du contrôle des chemins de randonnée pédestre ?	Lorsque des chemins de randonnée pédestre passent par des chemins forestiers qui sont aménagés pour les piétons et qui servent exclusivement ou principalement à la randonnée, la construction, l'entretien et le contrôle des chemins de randonnée pédestre incombent, en vertu de la loi, à la collectivité responsable des chemins de randonnée pédestre (piétons ou communales). Les chemins pour piétons stabilisés (tracé construit/couche de fondation) sont certes considérés comme des ouvrages au sens de la responsabilité du propriétaire de l'ouvrage (art. 58 CO), mais par dérogation au critère de la propriété formelle, ce n'est toutefois pas le propriétaire forestier qui doit être considéré comme propriétaire de l'ouvrage selon la jurisprudence, mais la collectivité responsable du chemin de randonnée pédestre. Le droit cantonal de la responsabilité de l'Etat s'applique dans le cas de chemins de randonnée pédestre non stabilisés sans caractère d'ouvrage. La situation est différente en ce qui concerne les chemins de randonnée pédestre qui traversent des chemins forestiers carrossables et qui ne font que les emprunter. Dans ce cas, c'est en principe le propriétaire forestier, en tant que propriétaire de l'ouvrage, qui est responsable du caractère impraticable de la construction et de l'entretien des aménagements (poivres, carrossables, murs de soutènement, etc.) du chemin carrossable, y compris le tracé du chemin, dans la mesure où la collectivité n'est pas tenue d'en assurer l'entretien en vertu de la législation cantonale sur la circulation routière, d'une servitude de passage ou d'un accord en ce sens. L'entretien des aménagements comprend également leur contrôle périodique.		Clarifier la responsabilité en matière de construction, d'entretien et de contrôle des chemins de randonnée pédestre au moyen d'un ou de plusieurs accords écrits. Établissez des conditions claires, par exemple en ce qui concerne les points suivants : - droit de passage - création/renouvellement des chemins (amplitude ?) - entretien et contrôle des chemins - entretien d'ouvrages particuliers (poivres, murs de soutènement, garde-corps, etc.) - élimination d'arbres dangereux - fermetures de chemins - difficultés d'exploitation - responsabilité - prise en charge des coûts (indemnisation des prestations)	Code des obligations CO, art. 58, al. 1 (Responsabilité pour des bâtiments et autres ouvrages) : droit cantonal de la responsabilité de l'Etat OFROU, Suisse Rando 2012 : Prévention des risques et responsabilité sur les chemins de randonnée pédestre : www.chemins.suisse/rando.ch/download.php?id=13268_cas18fa en préparation : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité
3 À qui incombent les coûts d'entretien des chemins ?	La question de la prise en charge des coûts ne se pose que dans la mesure où les propriétaires forestiers, en tant que propriétaires des chemins et d'ouvrages, doivent assumer la responsabilité de l'entretien des chemins. Pour les chemins privés affectés à l'usage commun (ici à la randonnée), la prise en charge des coûts est déterminée en premier lieu par la législation cantonale sur la circulation routière. À défaut de réglementation dans cette dernière, mais dans le cas d'une servitude de passage, la prise en charge des frais doit être faite en proportion des intérêts liés à l'utilisation du chemin (art. 741 CC). Sous réserve d'accords contraires. Dans la mesure où aucune servitude de passage ni aucune convention dérogeant à ce principe n'ont été conclues, les frais d'entretien du chemin incombent au propriétaire forestier.			Code civil suisse CC, art. 741
4 En tant que propriétaire forestier, dois-je prendre des mesures de sécurité particulières pour protéger les randonneurs ?	En tant que propriétaires des chemins et d'ouvrages sur les chemins forestiers carrossables, la responsabilité des propriétaires forestiers se situe aux aménagements des chemins et à leur tracé. Selon l'accord contractuel contraire, les mesures de sécurité spécifiques aux chemins de randonnée pédestre (ex. protection des randonneurs contre les risques de chute ou les dangers naturels tels que les chutes de bois, de pierres et de blocs) sont du ressort de la collectivité responsable des chemins de randonnée pédestre. Si les responsables des chemins de randonnée pédestre constatent la présence d'arbres dangereux lors de contrôles spécifiques aux chemins de randonnée pédestre, il incombent au droit cantonal de déterminer si la collectivité peut elle-même enlever les arbres ou si le propriétaire forestier doit s'en occuper à ses frais. À défaut d'éliminer les arbres dangereux malgré une requête officielle, le propriétaire forestier peut être tenu responsable pour faute (art. 41 CO).	En principe, les promeneurs pénètrent dans la forêt et accidentent aux chemins forestiers qui y sont aménagés à leurs risques et périls. Les randonneurs qui empruntent un chemin de randonnée pédestre en forêt doivent être conscients des dangers typiques qui sont susceptibles de survenir en forêt et se comporter de manière appropriée et responsable. Les dangers forestiers typiques sont ceux qui surviennent naturellement dans l'écosystème forestier. Les principaux exemples sont les chutes d'arbres, de branches ou de parties de houppier dues à des événements climatiques (tempête, foudre), aux conditions météorologiques (pression de la neige, forte chaleur), aux attaques de parasites ou au vieillissement naturel. Par ailleurs, les risques liés aux animaux sauvages (attaques de rongeurs, etc.) et aux insectes (ex. morsures de tiques) en font également partie. Entretien préventif des forêts : la compétence quant à l'élimination de sources de danger manifestes (arbres pourris, heurtés, cassés et tombés) est régie par le droit cantonal.		Code des obligations CO, art. 41 (Responsabilité pour faute)
5 Qui est responsable du balisage/de la signalisation des chemins de randonnée pédestre et de leur contrôle en forêt ?	La loi cantonale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre définit les tâches et les responsabilités dans ce domaine. Dans la plupart des cantons, le contrôle de la signalisation est assuré par les associations cantonales de tourisme pédestre (parallèlement au contrôle de l'état des chemins). Le propriétaire forestier est tenu d'accepter la signalisation d'un chemin de randonnée pédestre officiel (juridiquement protégé).			Lui cantonale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre OFROU, Suisse Rando 2013 : Manuel « Signalisation des chemins de randonnée pédestre », Guide de recommandations de la mobilité douce n° 6. Associations cantonales de tourisme pédestre : www.chemins.suisse/rando.ch/fr/contact/associations-cantonales-de-tourisme-pedestre
6 En tant que propriétaire forestier, puis-je être tenu responsable si des randonneurs ont un accident sur un chemin de randonnée pédestre dans ma forêt ?	Dans le cas de chemins de randonnée pédestre situés sur des routes forestières, le propriétaire forestier, en tant que propriétaire de l'ouvrage, des dommages causés par l'état défectueux du chemin carrossable ou par le défaut de l'entretien adéquat de ce dernier (art. 58 CO). Par ailleurs, la responsabilité du propriétaire forestier peut être engagée pour faute (art. 41 CO) ou en tant qu'employeur (art. 55 CO) dans la mesure où : - il omet d'éliminer des arbres dangereux malgré une requête officielle en cas d'obligation d'entretien correspondante en vertu du droit cantonal ; - sa propre entreprise forestière ne prend pas les mesures de sécurité nécessaires lors de travaux d'exploitation forestière ; - les obligations de contrôle et d'entretien assumées contractuellement ne sont pas remplies.	En principe, les promeneurs pénètrent dans la forêt et accidentent aux chemins forestiers qui y sont aménagés à leurs risques et périls. Les randonneurs qui empruntent un chemin de randonnée pédestre en forêt doivent être conscients des dangers typiques qui sont susceptibles de survenir en forêt et se comporter de manière appropriée et responsable. Les dangers forestiers typiques sont ceux qui surviennent naturellement dans l'écosystème forestier. Les principaux exemples sont les chutes d'arbres, de branches ou de parties de houppier dues à des événements climatiques (tempête, foudre), aux conditions météorologiques (pression de la neige, forte chaleur), aux attaques de parasites ou au vieillissement naturel. Par ailleurs, les risques liés aux animaux sauvages (attaques de rongeurs, etc.) et aux insectes (ex. morsures de tiques) en font également partie.	Le propriétaire forestier a globalement sa part en charge l'entretien, la sécurisation et le contrôle des chemins de randonnée pédestre dans la forêt dans le cadre d'une convention avec la collectivité compétente, à savoir : - de documenter les visites de contrôle et les travaux d'entretien effectués ; - de former le chemin à titre préventif lorsqu'il constate des défauts qui représentent un danger grave et immédiat pour les randonneurs ; - de renvoyer aux défauts constatés dans un délai raisonnable. Il est recommandé de contrôler tous les trois ans les ouvrages sur ou au bord des chemins de randonnée pédestre. L'acceptabilité du contrôle et de l'entretien varie en fonction de l'étendue et de la fréquentation du réseau de chemins ainsi que des ressources disponibles.	Code des obligations CO, art. 58, al. 1 (Responsabilité pour des bâtiments et autres ouvrages) : art. 41 (Responsabilité pour faute) : art. 55 (Responsabilité de l'employeur) OFROU, Suisse Rando 2012 : Prévention des risques et responsabilité sur les chemins de randonnée pédestre : www.chemins.suisse/rando.ch/download.php?id=13268_cas18fa en préparation : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité : Jan 2022 sur mandat de l'OFEV : questions liées à la sécurité et à la responsabilité
7 En tant que propriétaire forestier, comment et où puis-je signaler un manque de signalisation ou des dégâts au niveau de chemins de randonnée pédestre et d'ouvrages d'art ?	Prenez contact avec les responsables des chemins de randonnée pédestre de la collectivité compétente (communale ou cantonale) ou se trouve le service cantonal de la randonnée pédestre) ou avec l'association cantonale de tourisme pédestre.			Adresses des responsables des chemins de randonnée pédestre : www.chemins.suisse-rando.ch/fr/contact
8 Qui est chargé de sensibiliser les randonneurs à adopter un comportement approprié en forêt et de quelle manière ?	En principe, le travail de sensibilisation peut être effectué par les acteurs les plus divers. La plupart du temps, ce sont les cantons, les communes ou les associations cantonales de tourisme pédestre ainsi que les fondations, les associations (réserves naturelles, parcs animaliers, etc.) ou les organisations touristiques qui prennent des mesures de sensibilisation (p. ex. guide du savoir-vivre en forêt, mise en place de panneaux d'information).			Forêt loisirs : www.foretloisirs.ch Communauté de travail pour la forêt : Guide du savoir-vivre en forêt : www.afw-ctf.ch/fr/guide-du-savoir-vivre
9 Comment les randonneurs peuvent-ils être guidés de manière ciblée en forêt ?	Les mesures de canalisation appropriées pour les randonneurs en forêt englobent une signalisation correcte ainsi que des traces claires. En outre, des panneaux d'information peuvent être utilisés pour attirer l'attention des randonneurs de manière ciblée sur des zones protégées, des surfaces de chablis, des réserves forestières et des zones de protection de la faune.	Exemples : parc naturel pittoresque de Zurich Sihlwald, zone de chablis de Hardwald En ce qui concerne la signalisation, des indications sur le terrain doivent également annoncer quels chemins peuvent être empruntés à pied, en voiture ou à cheval par un groupe d'utilisateurs donné. Les réserves forestières sont en principe des surfaces protégées permanentes en forêt qui sont l'objet d'une garantie contractuelle entre le canton et les propriétaires forestiers pour une durée limitée (généralement 50 ans, plus rarement 99 ans). Dans les réserves forestières naturelles, on renonce à toute intervention sylvicole afin que la forêt puisse à nouveau se développer naturellement. Dans les réserves forestières spéciales, on intervient de manière ciblée pour favoriser les espèces menacées. Il s'agit notamment d'essences qui ont besoin de beaucoup de lumière et de chaleur.	En cas de conflits durables, prenez contact avec la commune, l'association cantonale de tourisme pédestre ou le service cantonal des chemins de randonnée pédestre.	
10 Qui est compétent pour les questions relatives aux chemins de randonnée pédestre en forêt ?	Les responsables des chemins de randonnée pédestre de la collectivité compétente (communale ou cantonale) ou se trouve le service cantonal de la randonnée pédestre) ainsi que les fondations, les associations (réserves naturelles, parcs animaliers, etc.) ou les organisations touristiques qui prennent des mesures de sensibilisation (p. ex. guide du savoir-vivre en forêt, mise en place de panneaux d'information).			Associations cantonales de tourisme pédestre : www.chemins.suisse-rando.ch/fr/contact/associations-cantonales-de-tourisme-pedestre Services forestiers cantonaux : http://www.codes.ch/fr/service-informations/les-services-forestiers-cantonaux-service-forestier-fr-4/
11 La coupe et l'évacuation du bois sont parfois décalées dans le temps. Cambius de terrain ou de chemins entravé peut-il rester impraticable ?	En cas de coupe de bois, le chemin de randonnée pédestre est fermé. La durée de la fermeture du chemin à l'entretien dépend du type et de l'ampleur des dégâts et est déterminée au cas par cas en même temps que la catégorie de chemin de randonnée pédestre. La fermeture est levée dès que les travaux sont terminés et que le chemin répond à toutes les exigences de la catégorie de chemin.	La catégorie d'un chemin de randonnée détermine son accessibilité. Si le chemin (standard : catégorie piéton) n'est effectivement pas praticable, il est possible d'engager l'exploitant forestier qui élimine les obstacles afin d'en garantir l'accessibilité globale. Le cas échéant, une simple réparation des principaux dégâts est suffisante.	En tout état de cause, il est possible de trouver une solution à l'amiable entre les responsables de la catégorie piéton et les responsables de la randonnée pédestre. Par exemple, l'entretien des chemins pourrait être pris en charge par le canton, la commune ou l'association de tourisme pédestre.	OFROU, Suisse Rando, SuisseMobile 2012 : Aide-mémoire pour la pratique : Fermeture et déviation des chemins de randonnée pédestre et des itinéraires de VTT : www.chemins.suisse-rando.ch/download.php?id=43477_cas124ff6 Fermetures de chemins et déviations : Acquisition de données numériques, y compris formule de saisie : http://www.chemins.suisse-rando.ch/fr/service-informations/fermetures-de-chemins-et-deviations
12 De quoi faut-il tenir compte pour les chemins de randonnée pédestre qui traversent des paysages et des monuments naturels protégés ?	Les interventions au niveau des paysages et des monuments naturels protégés en vertu de la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPP) ne sont prises en compte qu'à des conditions strictes. Il en va de même pour les atteintes aux biotopes protégés (mesures et sites protégés), zones alluviales, sites de reproduction de batraciens, prairies et pâturages secs) et autres habitats sensibles (rivages, associations forestières rares, etc.). Les sites d'importance nationale inscrits dans un inventaire fédéral correspondant bénéficient de la protection la plus élevée. Il doit en être tenu compte lors de la planification et de la mise en œuvre de mesures de protection particulières, à la restauration ou à un remplacement en bonne et due forme. Dans le périmètre de sites protégés, les chemins de randonnée pédestre existants peuvent être entretenus. En revanche, l'obstacle à l'aménagement des chemins de randonnée pédestre est élevé (voire très élevé) selon le site.	Le plan directeur doit assurer la coordination entre les intérêts de la Confédération en matière de conservation des sites inscrits dans les inventaires fédéraux et les autres activités ayant un impact sur l'organisation du territoire (notamment dans les domaines de l'urbanisation, des transports, des infrastructures, de l'agriculture, du tourisme et des loisirs, etc.). L'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) recense des paysages très différents tels que la Grande Carique (IFP n° 1208) caractérisée par ses marais, la forêt primitive d'épicéa de la réserve forestière de Bödenen (IFP n° 1401) ou le paysage rural d'alentour de la Vechta (IFP n° 181).	En cas de conflits durables, prenez contact avec la commune, l'association cantonale de tourisme pédestre ou le service cantonal des chemins de randonnée pédestre.	Lui fédérale sur la protection de la nature et du paysage LPP, art. 6 (Importance de l'inventaire) ARE, OFROU, OFEV, OFC 2012 : Recommandation pour la prise en considération des inventaires fédéraux au sens de l'article LPP dans les plans directeurs et les plans d'action : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf OFEV 2017 : Notice d'information IFP : L'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf OFEV 2018 : Rapport à l'attention de la CEATE : Concernant des questions factuelles et juridiques sur la protection des sites et des sites marqués : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf
13 Comment les voies de communication historiques doivent-elles être prises en compte en forêt ?	Les voies de communication historiques d'importance nationale dotées d'une signification historique exceptionnelle méritent tout particulièrement d'être conservées intactes ou dans tous les cas d'être intégrées autant que possible, en tenant compte des mesures de restauration ou de remplacement appropriées. Les voies de communication historiques d'importance régionale ou locale avec substance doivent être intégrées et, lorsque l'intégrité originelle n'est pas possible, les mesures de restauration ou de remplacement appropriées. L'inventaire des voies de communication historiques de la Suisse (IVS) contient aussi bien les objets de l'inventaire fédéral (voies d'importance nationale) que les objets d'importance régionale et locale désignés par les cantons. Les objets inventariés doivent être pris en compte en conséquence dans des procédures de planification et d'autorisation. Dans la mesure du possible, le réseau de chemins de randonnée pédestre inclura des tronçons de chemins historiques (art. 3, § 2 LPP).	Les associations cantonales de tourisme pédestre et autres services spécialisés (voies de communication historiques, services de conservation du patrimoine, ingénierie, etc.) doivent impérativement être consultés pour toute mesure portant atteinte au patrimoine historique du chemin. Les exemples d'objets de l'IVS englobent des chemins creux, des microstructures ou des éléments construits tels que des murs, clôtures, talus, surfaces proches de l'état naturel ou pavés de pierres naturelles telles que les chemins en lacets creux murés et pavés à Frutt près de Bière (objet IVS BE 141.1).		Lui fédérale sur la protection de la nature et du paysage LPP, art. 6 (Importance de l'inventaire) Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques OVS, art. 6 (Objectifs de protection) et art. 7 (Attentes) OFROU 2008 : La convention des voies de communication historiques : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf ARE, OFROU, OFEV, OFC 2012 : Recommandation pour la prise en considération des inventaires fédéraux au sens de l'article LPP dans les plans directeurs et les plans d'action : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf Suisweto, OFROU et cantons : Cartes présentées : IVS : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf
14 Qui est responsable de la sécurité des randonneurs lors de la pratique de la chasse en forêt ?	Les chasseurs ou l'association de chasse sont responsables de la sécurité des usagers des chemins. Ils doivent prendre des mesures appropriées pour garantir la sécurité de tiers. Ces mesures doivent être coordonnées avec les responsables des chemins de randonnée pédestre de la collectivité compétente. Toute personne qui pratique la chasse est responsable des dommages qu'elle cause, qu'elle soit ou non fautive à cet égard (responsabilité causale pour mise en danger).			OFEV 2010 : Aide à l'exécution (Forêt et gibier) : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf OFEV 2010 : Forêt et gibier : Notions de base pratiques : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf
15 Qui est responsable de la sécurité des randonneurs lors d'exercices au stand de tir ?	L'exploitant de l'installation de tir est responsable de la sécurité des usagers des chemins. Il est tenu de prendre toutes les mesures de protection nécessaires, et notamment de fermer, si nécessaire, le tronçon de chemin concerné de manière temporaire ou de mettre en place une zone de garde pour les tiers. Les fermetures de chemins doivent être convenues et coordonnées avec les responsables des chemins de la collectivité compétente. Ceux-ci déterminent si, comment et par qui une déviation doit être signalée. Pour les chemins de randonnée pédestre très fréquentés, il convient, dans la mesure du possible, de mettre systématiquement en place une déviation.	L'association cantonale de tourisme pédestre apporte son soutien pour l'installation de la déviation et, le cas échéant, pour l'information sur la position nationale.	Renvoyer vous sur les exercices de tir dans les journaux officiels locaux. Le tronçon de chemin doit être fermé et les éventuelles déviations doivent être signalées en coordination avec le responsable des chemins de randonnée pédestre.	Ordonnance sur les installations de tir, art. 9 (Obligations des descripteurs de tir) OFROU, Suisse Rando 2012 : Aide-mémoire pour la pratique : Fermeture et déviation des chemins de randonnée pédestre et des itinéraires de VTT : www.chemins.suisse-rando.ch/download.php?id=43477_cas124ff6 Chemins de randonnée actuellement fermés : www.chemins.suisse-rando.ch/fr/services/fermetures-de-chemins-et-deviations Suisweto, OFROU et cantons : Cartes présentées : Ais de tir et zones de danger publiés : http://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/documents/landschaft/nd-unwelt/-divers/emphelung_zur_bearbeitungdesinventarsderinventarhaftelstn.pdf.download.pdf/recommendation_pourla prise en consideration des inventaires federaux.pdf